

L'université peut-elle me virer si je suis trop nul ?

La KU Leuven envisage de réorienter d'office les étudiants qui ratent complètement leur première année. Côté francophone, c'est plutôt l'inverse.

A la prochaine rentrée académique, les étudiants de la plus grande université du pays (55.000 étudiants) devront faire un peu plus attention ; du moins ceux qui recommencent leur première année et ont été sérieusement busés. Jeudi, le conseil de l'éducation de la KU Leuven (l'équivalent néerlandophone de l'UCL) se penchera sur une proposition de deux vice-recteurs visant à réorienter les étudiants présentant de trop mauvais résultats en fin de première année. Si elle passe, la mesure devra encore être avalisée par le conseil académique avant d'entrer en vigueur pour l'année 2015-2016.

« On parle de 1.545 étudiants, entame Didier Pollefeyt, vice-recteur à l'éducation de la KUL qui défend la proposition. Nous visons essentiellement ceux de première année qui n'atteignent pas le niveau de 30%. Chez nous, ils doivent suivre des cours équivalents à 60 crédits. Les 1.545 étudiants dont nous parlons sont ceux qui n'ont pas atteint le niveau de 30%. C'est le groupe qui ne réussit pas au moins un examen durant les trois sessions (janvier, juin et septembre) que nous visons. »

Sur les 1.545 étudiants qui étaient dans ce cas de figure l'an dernier, seuls 425 recommencent leur année, d'après Didier Pollefeyt : « Notre proposition vise à les empêcher de continuer le même cursus. Ils peuvent bien entendu suivre une autre voie au

sein de la KU Leuven ou ailleurs. Nous voulons surtout éviter que des étudiants passent six à sept ans avant d'obtenir péniblement leur baccalauréat en ayant épuisé tous leurs crédits. »

Quel est le profil type de ce genre d'étudiant ? Didier Pollefeyt n'a pas de réponse précise à ce sujet : « Il s'agit d'un mélange de différents éléments. Une première partie de ce groupe est constituée d'étudiants n'ayant pas les compétences nécessaires pour étudier à l'université. On peut y ajouter ceux qui ont connu de sérieux problèmes durant leur première année : maladie grave, accident ou événement traumatisant dans leur entourage. Ces der-

niers pourront néanmoins recommencer leur année.

Puis, il y a aussi ceux qui n'ont pas suffisamment étudié pour toutes sortes de raisons, je pense notamment aux fêtards invétérés.

Quant à ceux qui se sont clairement trompés de voie, ils seront réorientés. »

Côté francophone, le recteur de l'ULB estime que réorienter dès la première année n'est pas la meilleure solution. « Nous avons

opté pour l'étalement en faculté de médecine depuis deux ans et le système semble donner de bons résultats, explique Didier Viviers. Les étudiants qui sont en étalement ont plus de chances de s'en sortir, c'est une question de rythme. Le test en

médecine pourrait être une idée à creuser pour autant que ce soit financé. Il faut absolument affronter ce problème de l'échec en première année. Il est essentiel d'orienter correctement nos étudiants en amont et ne pas considérer que l'université est la seule solution. Nous devons aider au maximum nos étudiants. Dans le système d'étalement, il y a un moment au début de la deuxième année où l'on peut voir si l'étudiant réussira ou pas du tout. Et s'il faut réorienter, on le fera à ce moment-là, pas en première année où certains ont besoin d'un peu plus de temps que d'autres pour s'adapter. »

Pour Eric Haubruge, vice-recteur de l'Université de Liège (ULg), « le nouveau décret vise à réorienter les étudiants en grande difficulté au sein de l'enseignement supérieur en interaction avec les hautes écoles. C'est une des priorités liées à la mise en place des pôles. Une mesure comme celle de la KUL n'a pas de raison d'exister côté francophone puisque nos mesures vont dans l'autre sens ».

En 2013-14, 1.189 des 3.267 inscrits en première année à l'ULg ont obtenu un 18/60. Près de la moitié (46 %) a recommencé et réussi la première année. ■

PHILIPPE DE BOECK
@phdeboeck

« Il faut un accompagnement à l'orientation »

ENTRETIEN

Marc Romainville est professeur de pédagogie à l'Université de Namur et initiateur de plusieurs projets à la charnière du secondaire et du supérieur comme « Passeports pour le bac ».

Que penser de ce qu'envisage la KU Leuven ?

C'est vrai que, statistiquement, les étudiants qui ont moins de 30 % en première session ont peu de chances de réussir en juin et même en redoublant. C'est un peu brutal comme conception de l'enseignement supérieur mais c'est logique sur le plan de l'efficacité. Le problème de ce genre de choses, ce sont les gens que l'on arrêtera et qui auraient réussi si on les avait laissés passer. On peut diminuer ce taux d'échec avec un accompagnement. Il n'y a pas nécessairement de fatalité.

Est-il vrai que la majorité des 60 % d'échecs en première an-

née universitaire s'explique par une mauvaise orientation ?

C'est multifactoriel : il y a le poids du passé scolaire, la capacité de l'étudiant à s'adapter à un système plus libre et moins contraignant... Quant à l'orientation, le système belge est particulier en ceci que nous sommes un des rares pays où un étudiant détenteur de n'importe quel diplôme du secondaire peut s'inscrire dans n'importe quelle filière. On ne veut pas faire de tri car il serait surtout social. De plus, l'idée d'arrêter des gens à

l'entrée de certaines filières est un choix politique qu'on ne veut pas faire car le Belge est viscéralement attaché à ce qui touche de près ou de loin à la liberté d'enseignement comme l'a montré le

tollé autour du décret inscriptions alors que cela se pratique sans problème partout ailleurs. Dans la plupart des pays, on ne peut pas faire la médecine quand on n'a pas suivi et réussi un programme scientifique fort en secondaire. Les prérequis jouent de manière importante. Le directeur de l'Imep (Institut supérieur de musique, Namur) m'a dit : « J'ai 100 % de réussite ». Oui, mais il y a un examen d'entrée et, quand on s'inscrit en violon, on en a fait depuis 10 ans. Ce qu'il faudrait faire, c'est ce que fait la France : un système de pré-choix soumis ensuite à un conseil d'orientation qui étudie son choix avec l'étudiant, et éventuellement l'en dissuade. Si on peut le faire avec 65 millions d'habitants, on peut le faire avec 3,5 millions. On peut aussi instaurer des entretiens d'admission où l'on discuterait avec l'étudiant pour éviter des erreurs. Le stade suivant peut être de donner une chance tout en étant assez contraignant, comme désormais en première année de médecine.

La question derrière cela n'est-elle pas de savoir si l'école d'aujourd'hui prépare encore à l'université ? Celle-ci n'a pas baissé ses exigences alors que l'école oui...

En tout cas, sa façon de faire en passant au système des compétences. C'est vrai qu'il y a un manque de continuum pédagogique – la France l'a instauré – entre les deux dernières années du secondaire et les deux premières bac, par exemple des échanges ou des formations de profs. Il y a une franche barrière entre les profs de secondaire et d'université. ■

Propos recueillis par
J.-F. Lws